

SOMMAIRE

Présentation : ECONOMISME ET LIBERALISME	3
Economie de marché et démocratie politique Par R. Frydman	9
Pour une critique de la raison libérale critique (sur F.A. HAYEK), par A. Caillé	43

*

Louis DUMONT, ou les paradoxes de l'égalité des cultures Par Cengiz Aktar	79
En attendant les barbares lunaires (De la colonisation) Par Kuroï Tsuki	91

*

MARCHES ET MARCHES

Echanges et marchés d'Ancien Régime Par A. Guéry	117
E. Fox, K. Polanyi ou F. Quesnay ? Par P. Taieb	131

*

La nébuleuse du don (essai de clarification) Par G. Berthoud	139
Classifications, Borges, Foucault & Cie Par P. Taieb	143

*

Le M.A.U.S.S. après deux ans et après l'A.G.	147
--	-----

*

Ce fichier constitue la version numérique du *Bulletin du MAUSS* n° 9.
Numérisation réalisée en 2013 par INGED, L'Ingénierie éditoriale,
76840 Hénouville, avec le concours du Centre national du Livre (CNL).
ISBN numérique : 978-2-914819-18-8



Édition originale : 1^{er} trimestre 1984
Dépôt légal : N° 48 612
N° d'inscription à la commission paritaire : 64 558
ISSN : 0294-4278

EDITORIAL : ECONOMISME ET LIBERALISME

Avec ce numéro 9, organisé autour de la question des rapports de l'économisme et du libéralisme, le MAUSS aborde enfin un des débats qu'il se proposait d'ouvrir dès son origine. Dans quelle mesure, demandaient les numéros 1 et 2, en prévoyant de consacrer un colloque à ce problème, dans quelle mesure les tentatives de limiter la sujétion du rapport social au principe de marché impliquent-elles des risques de totalitarisme ? Question d'autant plus urgente et centrale pour le MAUSS qu'on ne saurait être inconscient du fait suivant : La critique de l'utilitarisme n'est en aucune façon une nouveauté ; Mais, historiquement, elle a toujours été le fait des pensées d'extrême gauche ou (et) d'extrême droite (Cf.p.ex. le « Ni Gauche ni Droite » de Z. Sternhell.). Le point de fuite de cette critique s'est donc toujours situé du côté d'un totalitarisme au moins virtuel. Comme si le dépassement de l'utilitarisme marchand ne pouvait être imaginé que dans la fiction du retour à la communauté opaque et irrationnelle du retour à la terre et au sang ou dans celle de l'édification de la communauté transparente parce que rationnellement administratrice des choses. Pour qui se refuse, au contraire, à considérer les droits de l'Homme comme un leurre et se refuse à connaître d'autres modes de vivre la division sociale que le mode démocratique, la question se pose donc, aigue, du lien qu'entretient le libéralisme politique au libéralisme économique.

C'est cette question qu'aborde de front *Roger Frydman* dans le premier article de ce numéro, en approfondissant la critique

des « nouveaux économistes » entreprise il y a quelques années dans un ouvrage collectif, « L'Economie-Fiction » (Maspero). La pensée libérale (au sens français du terme) postule plus ou moins explicitement que le libéralisme politique est une résultante naturelle et nécessaire du libéralisme économique. La liberté politique ne serait, au fond, pas autre chose que la liberté marchande étendue à la sphère de l'État. À l'encontre de ce postulat, R. Frydman rappelle que l'émergence de l'ordre de marché, bien loin d'être spontanée, procède elle-même de la violence de l'État. L'exemple du Chili est ici suffisamment explicite. Plus généralement, l'Histoire montre que la figure de l'individu, posée comme donnée première par le libéralisme est en fait indissociable de la constitution des États-Nations. La démocratie ne trouve pas son origine dans l'économie mais dans le politique. Il ne faut donc pas s'étonner que le capitalisme puisse exister sans libéralisme politique. Et la démocratie qui est ouverture à la diversité des possibles ne saurait se réduire à n'être que la simple extension d'un libéralisme économique qui affirme que l'unique possible est le possible marchand. Néanmoins, pourrait-on demander à R. Frydman, s'il est vrai que le capitalisme peut exister sans liberté politique, l'inverse l'est-il également ? La démocratie peut-elle s'instituer autrement qu'en s'étayant sur le marché ?

A cette question la réponse libérale, et notamment celle de *F.A. HAYEK* est catégoriquement négative. Seule, entreprend il de démontrer, la société de marché est susceptible d'instaurer un ordre de justice, d'efficacité et de liberté. L'importance de Hayek, qui est de plus en plus universellement reconnu comme le maître à penser du libéralisme moderne, lui vient d'une singularité théorique et épistémologique qui interpelle immédiatement la

réflexion collective et diffuse entreprise par le MAUSS. Hayek est en effet un des seuls économistes et philosophes libéraux à répudier (au moins en apparence) l'économisme et à chercher une légitimation non utilitariste de l'ordre démocratique marchand. Pour presque tous les libéraux, si l'on glisse sur les subtilités théoriques secondaires, si cet ordre est juste c'est en tant qu'il est celui, qui assure à l'ensemble des individus l'utilité (ou l'ophélimité) maximale. Or une telle proposition se vide immédiatement de tout contenu si, comme le soutient à juste titre Hayek, la notion d'utilité est creuse. Ce qu'il lui importe donc de prouver c'est non pas que le marché est producteur d'une utilité maximale et quantifiable mais qu'il est nécessaire à la justice dans une « grande société ». Mais comment définir le juste si on refuse de la fonder sur l'utilité ou sur le Droit positif ? Hayek, s'inspirant de Popper, tente de tourner la difficulté en cherchant à dégager les conditions auxquelles le libéralisme permet d'édifier non un ordre juste, indéfinissable, mais un ordre non injuste. Un pressent la subtilité de la tentative qui a le mérite de tourner toutes les pseudo positivités du rationalisme utilitariste classique. Dans la première partie de l'article qu'il lui consacre (la seconde sera publiée dans le numéro 10), *Alain Caillé* entreprend tout d'abord de rendre justice à Hayek, trop souvent expédié en quelques lignes par la « gauche », en prenant en compte la complexité de sa démarche. Démarche, essaye t'il ensuite de montrer, qui, malgré sa subtilité, échoue à divers titres, Paradoxalement, l'argumentation de Hayek n'établit pas tant la justice de l'ordre libéral que celle des sociétés traditionnelles. Malgré ses ambitions, elle ne parvient pas à quitter véritablement le terrain de l'utilitarisme. Enfin, dernier paradoxe, la démocratie hayekienne ne peut avoir de

sens que pour une société dans laquelle tous les individus sont identiquement persuadés des vertus du marché. La démocratie présupposerait l'identité.

On rejoint ainsi un paradoxe voisin, soulevé par *Louis Dumont* (in *Essais sur l'Individualisme*) et sur lequel s'arrête ici *Cengiz Aktar*. Ce paradoxe est celui de l'anthropologie et, plus généralement, celui du regard porté par l'Occident démocratique et égalitaire sur les cultures autres. L'anthropologie, indique L. Dumont, ne peut pas reposer sur un autre postulat que celui de l'égalité axiologique des cultures. Mais comment reconnaître l'égalité de cultures qui, elles, ne pensent pas dans le registre de l'égalité individualiste mais dans celui du holisme et de la hiérarchie. Comment proclamer égales à la nôtre des cultures qui s'affirment supérieures ? Ou encore, comment leur accorder le droit à la différence si, comme l'écrit L. Dumont, « entre l'égalité et la différence il faut choisir » ? C. Aktar, pour sa part, montre comment, si l'anthropologie ne choisit pas, oscillant constitutivement et continuellement entre l'universalisme égalitaire et la reconnaissance des particularismes holistes, l'Occident tranche pratiquement et imaginativement le dilemme en ne considérant effectivement comme égales que les cultures qui ont renoncé à la différence et, donc, à elles-mêmes. Ici encore resurgit la question : La démocratie et le libéralisme politique peuvent-ils exister ailleurs que dans l'espace identitaire, autrement que pour des sujets rendus semblables par la puissance des machineries marchandes et étatiques ?

La matrice de cette identité, disent les économistes (libéraux ou non), c'est la rationalité économique et son incarnation, le marché.

C'est la soumission aux impératifs économiques qui unifie la planète dans un ordre commun qui constitue le seul universalisme concret. Mais cette soumission n'est-elle pas, au fond, d'ordre culturel, demandaient G. Berthoud et S. Latouche, dans les précédents numéros du MAUSS ? Nous avons reçu d'un énigmatique *Kuroi Tsuki* un texte d'une centaine de pages, intitulé « En attendant les barbares lunaires » qui, d'une plume alerte, nous livre une histoire parfaitement non économiste de la colonisation et de la décolonisation. Nous en reproduisons ici le début.

Le numéro se poursuit avec deux textes qui reproduisent et approfondissent un des débats désormais centraux du Bulletin du MAUSS, celui sur l'histoire et la théorie du marché. Nous remercions les Carnets des Ateliers de Recherche et Jean Marc Fontaine de nous avoir autorisés à publier un article d'*Alain Guéry*, « Echange et Marchés d'Ancien Régime » qui apporte des éléments d'information et de réflexion tout à fait essentiels sur une question mal éclairée : Comment étaient régulés les marchés d'Ancien Régime ? F. Braudel, bizarrement (in *Civilisation Matérielle*) estime que le contrôle systématique des prix garantissait un véritable fonctionnement de marché. Ainsi pense-t-il réfuter K. Polanyi ! Réfutation un peu courte puisque Braudel n'analyse nullement les modalités de la régulation. Les importants matériaux présentés par A. Guéry ne confirment évidemment pas la conclusion de Braudel et donnent tout son poids à l'intuition polanyenne de la singularité historique du marché autorégulé du XIXe siècle.

Autre confirmation, celle des thèses de E. FOX (cf. MAUSS N° 8 et donc, indirectement, de K. Polanyi, que Paulette Taieb retire de la relecture de F. Quesnay. Fox, on s'en souvient,

soutenait que jusqu'au XIXe siècle, la société française se compose de deux sociétés, invisibles l'une pour l'autre, la société marchande et la société étatique-agricole. Seule la première fonctionne dans l'espace du marché. Cette dualité ne devait pas être si invisible que cela puisque F. Quesnay l'affirme explicitement. Comme quoi il suffit bien souvent de lire sérieusement les auteurs pour découvrir une réalité que masquent une lecture trop rapide et inattentive et la force de nos projections. Comme quoi aussi (autosatisfaction...), l'entreprise du MAUSS prend corps puisque les articles, d'un numéro à l'autre, commencent à se répondre et à s'enrichir les uns les autres.

Y aura-t-il également enrichissement d'un autre débat, non amorcé jusqu'ici, malgré notre référence à Mauss, sur la nature du lion ? *Gerald Berthoud*, en tout cas, en déblaye ici les abords en esquissant une classification rigoureuse des thèmes, notions et problèmes qui s'y rattachent. C'est là renouer avec une des questions qui ont présidé au lancement du MAUSS : Comment penser la gratuité ?

Mais la gratuité est-elle classifiable ? N'est-elle pas au contraire ce qui rend manifeste la gratuité des classifications ? Celle, par exemple, de l'encyclopédie chinoise de Borges, citée par M. Foucault, au début des Mots et les Choses, et dont *Paulette Taieb*, pour finir, interroge la trace.

A.C.